

Service Risques  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
59 019 LILLE cedex

Lille, le Le 23 juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARKEMA**

ZI des Prés-Roseaux  
BP 13  
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/0257/23-SD/SL  
Code AIOT : 0005101668

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2023 dans l'établissement ARKEMA implanté ZI des Prés Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 17/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection fait suite aux précédentes inspections sur la thématique stratégie de défense incendie des 2 octobre 2017 et 4 décembre 2019.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARKEMA
- ZI des Prés Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101668
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement ARKEMA (ex-CRAY VALLEY) à Villers-Saint-Paul a pour coeur de métier la production de résines photoréticulables destinées aux marchés des revêtements (résines et peintures).

Le site produit également des résines acrylates, méthacrylates et des polymères de spécialité qui entrent dans la fabrication de composants électroniques, de la fibre optique, de revêtements industriels, de produits d'étanchéité, de produits à base de caoutchouc et d'adhésifs, des arts graphiques.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également Chemours (Seveso Seuil Bas) et DOW (Seveso Seuil Bas). La plateforme est bordée :

- à l'Est et au Sud par la Rivière Oise, puis par la commune de Verneuil-en-Halatte ;
- au Nord et à l'Ouest, par la RD200 puis par les centres des communes de Rieux et de Villers-Saint-Paul.

Le site emploie env. 135 salariés (+15 à 35 personnes d'entreprises extérieures).

L'établissement est classé Seveso Seuil Haut. Ses activités autorisées par arrêté préfectoral du 30 mars 2007.

Cet arrêté a été complété par l'arrêté du 21 octobre 2008 pour les synthèses de résines de revêtement du secteur « Coatings ». Ces activités, arrêtées en juin 2016, font l'objet d'une procédure de cessation d'activités en cours.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Stratégie de défense incendie : suite des inspections des 02/10/2017 et 04/12/2019

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	PC n°2 : Stratégie de défense Incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	/	Délai : 1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC n°1 : Stratégie de défense Incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	/	Observation
3	PC n°3 : Stratégie de défense Incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	PC n°4 : Stratégie de défense Incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	/	Observation
5	PC n°5 : Stratégie de défense Incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-1	/	Sans objet
6	PC n°6 : Stratégie de défense Incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5	/	Sans objet
7	PC n°7 : Stratégie de défense Incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2	/	Observation

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a rédigé le dossier de stratégie de lutte contre l'incendie en mai 2016 qu'il a complété en juin 2018. La société ARKEMA a sollicité le recours du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) en juin 2016. Ce dernier a répondu favorablement en décembre 2016 pour terminer et confirmer l'extinction après l'action des systèmes de protection fixes alimentés en solution moussante ainsi que pour maîtriser et stopper l'incendie en cas de défection des systèmes de protection incendie.

Toutefois, le dossier envoyé et rédigé à ce jour ne comporte pas l'ensemble des éléments nécessaires pour déterminer le scénario majorant et ainsi les moyens nécessaires.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : PC n°1 : Stratégie de défense Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. » [...] « Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend : -les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 512-29 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;

-les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté.

Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.

Les dispositions de ce point 43-1 sont applicables au plus tard le 31 décembre 2016 aux installations existantes. »

**Constats :** Constats des inspections précédentes (2/10/2017 et 4/12/2019) :

L'exploitant a fourni un compte rendu daté des 15 et 16 mai 2019 concernant le « test complet de la boucle MMRI (détection + déclenchement + intervention) pour le système incendie du parc 224. Ce document indique que le test réalisé est concluant, mais affiche en axe d'amélioration que la course des canons à eau est à régler avant le 23/05.

Une première observation a été rédigée afin que l'exploitant envoie les éléments attestant de la réalisation de la remise en état de la course des canons à eau.

Une seconde observation a été relevée afin que l'exploitant réalise un test « en conditions réelles » de la MMR dans sa globalité en quantifiant le temps de réponse de la MMR (détection, traitement de l'intervention et intervention du personnel) afin de vérifier que celui-ci est compatible avec la cinétique du phénomène dangereux concerné. De plus, il avait été indiqué que la fréquence du test de cette MMR devrait également être définie, formalisée et suivie.

Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le compte rendu du 05/07/2019 sur les essais des Venturi des canons à eau C7 et C8. Ce compte rendu ne fait pas référence à un réglage des courses des canons bien qu'il soit postérieur au compte rendu de l'exercice du 15 et 16/05/2019. Dans sa réponse du 30 avril 2020, l'exploitant propose de réaliser un nouveau test en juin 2020 afin de contrôler la course des canons et de transmettre le rapport de ce test à l'inspection des installations classées.

Le jour de l'inspection l'exploitant a présenté le rapport de test des systèmes incendie du parc 224 du 15 juin 2022. Ce rapport décrit les courses théoriques des canons ainsi que le contrôle effectif de ces dernières qui sont conformes.

Le rapport de ce test fait figurer un problème sur la télécommande du canon C7. Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté le bon fonctionnement de la télécommande du canon C7. Il est à noter que ce canon est manœuvrable sans la télécommande qui offre un confort d'utilisation. Ce même rapport fait état d'un problème au niveau du venturi du canon C7. L'exploitant a transmis par courriel le 25 mai 2023, le rapport d'intervention du 09/11/2022 sur le venturi du canon C7 (nettoyage et remplacement des joints).

Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une trame de rapport d'un test d'une MMR. Cette trame a été mise à jour afin d'intégrer les temps de réponse des différentes étapes de la MMR. L'exploitant n'a pas communiqué un test de la MMR avec les nouvelles données de temps afin de s'assurer de la compatibilité de la cinétique de cette dernière avec celle du phénomène dangereux.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté la fiche de test des MMR du parc 224. Sur cette fiche de test, il est bien enregistré le temps de réponse de la MMR.

Par ailleurs, la fiche MMR présente le temps de réponse attendu.

Il a été constaté le jour de l'inspection, que les temps de réponse sont inférieurs au temps attendu.

<b>Observations :</b>
<b><u>Observation n°1 :</u></b>
Il est proposé à l'exploitant que les objectifs de temps soient inscrits au sein de la fiche de test de la MMR afin que la conformité soit lisible immédiatement lors du test.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : PC n°2 : Stratégie de défense Incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilités des moyens / Scénario de référence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;</li> <li>-feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;</li> <li>-feu de récipients mobiles de liquides inflammables ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site.</li> </ul> <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux trois alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie. »</p>
<p><b>Constats :</b> Constats des inspections précédentes (2/10/2017 et 4/12/2019) :</p> <p>Une observation avait été rédigée afin que l'exploitant distingue clairement au sein de son recensement les réservoirs de liquides inflammables et réservoirs de liquides non inflammables. Une observation avait été également faite concernant la quantification des moyens à mettre en œuvre (eau et émulseur en quantité et débit) pour toutes les séquences (temporisation, extinction, refroidissement et maintien du tapis de mousse, le cas échéant) de tous les scénarios afin de déterminer le scénario de référence.</p> <p>Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classée que la quantification des besoins en eau a été réalisée dans le dossier de stratégie établi en mai 2016. L'exploitant a par ailleurs transmis un complément au dossier de stratégie de lutte contre l'incendie daté de juin 2018.</p> <p><b><u>Fait susceptible de suite n°1 :</u></b></p> <p>Toutefois le dossier de stratégie de défense incendie ne contient pas l'ensemble des informations prévues au sein de la prescription.</p> <p>Le dossier de stratégie de lutte contre l'incendie doit préciser pour chacun des scénarios (feux de réservoir, feux de rétention et feux d'équipements mobiles) de tous les équipements concernés du site toutes les phases de lutte contre l'incendie (temporisation, extinction, refroidissement et</p>

maintient du tapis de mousse). Ces phases peuvent ne pas être applicables dans certains cas explicités par l'exploitant. Ainsi, selon cet état des lieux exhaustif, l'exploitant détermine en fonction des moyens à mettre en œuvre (eau et émulseur) le scénario majorant de l'établissement. Tous les scénarios seront étudiés afin de décrire la durée de chacune des phases qui s'appliquent. L'exploitant réalisera un comparatif entre les besoins en moyens et les ressources présentes et disponibles en tout temps sur le site.

La stratégie de lutte contre l'incendie se composant aujourd'hui de deux documents devra dans sa mise à jour, être un dossier consolidé. Ce document consolidé, sera soumis pour avis au SDIS 60 (après une instruction de l'inspection des installations classées) afin qu'il puisse déterminer si le site d'ARKEMA est en mesure de bénéficier du régime de non-autonomie.

Le document mis à jour est transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 600 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie A, B, C1 ou D1 ou plus de 10 000 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie C2, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Dans le cas d'une présence permanente sur un site visé au premier alinéa de ce point 36-1, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme incendie ou une détection de fuite, est effective dans un délai maximum de quinze minutes. [...]»</p>
<p><b>Constats :</b> Constats des inspections précédentes (2/10/2017 et 4/12/2019) :</p> <p>Une observation avait été rédigée afin que l'exploitant transmette à l'inspection les éléments attestant de la mise en place de reports d'alarme incendie au poste de garde pour une prise en compte de cette dernière en moins de quinze minutes.</p> <p>Une seconde observation avait été relevée afin que l'exploitant réalise un test chronométré pendant les périodes d'arrêt pour maintenance afin de s'assurer que la nouvelle organisation mise en place permette de garantir une intervention suite à un déclenchement d'alarme incendie dans un délai maximum de 15 minutes.</p> <p>Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classée deux rapports de travaux datés du 31 janvier 2018 et du 22 décembre 2017 indiquant la mise en place d'un transmetteur téléphonique. Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que l'installation était composée de deux armoires distinctes (Siemens et Fine secur). Les deux armoires ont été équipées d'un émetteur (transmetteur téléphonique). Les informations relevées par les armoires incendie de l'entreprise ARKEMA sont télétransmises sur un récepteur situé au poste de garde qui est géré par l'entreprise VSPU en charge des utilités, de la sécurité et la sûreté de la plate forme chimique. Une procédure est en place pour que l'entreprise VSPU réalise une levée de doute et les actions nécessaires le cas échéant.</p> <p>Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classée qu'un exercice serait réalisé début août 2020 (période de maintenance) afin de tester la nouvelle organisation.</p> <p>Le compte rendu de ce test devait être remis à l'inspection des installations classées. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport/test du 5 août 2020 qui précise l'intervention de la société VSPU dans les 15 minutes suivant l'alarme incendie sur le site d'ARKEMA.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 4 : PC n°4 : Stratégie de défense Incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extinction des incendies
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> «[...] La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux trois alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie. [...]»
<b>Constats :</b> Constats des inspections précédentes (2/10/2017 et 4/12/2019) :  Une observation avait été rédigée afin que l'exploitant transmette à l'inspection les éléments attestant de la réparation du canon à mousse du parc 224. Une seconde observation avait été relevée afin que l'exploitant transmette le compte rendu du test effectué concernant la zone 159 qui permet d'établir un temps de déclenchement du système d'extinction automatique inférieur à 2 minutes.  Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant a confirmé à l'inspection des installations classée que le canon à mousse au Nord du parc 224 a été réparé (compte rendu d'intervention de maintenance n° 113370861).  Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classée le compte rendu de l'exercice de la zone 159 daté du 18/06/2019. Ce rapport fait état d'un temps de déclenchement de la pompe incendie en moins de deux minutes. L'exploitant précise que la trame du compte rendu des exercices des MMR va être modifiée dans le but de préciser le temps de déclenchement des motopompes et l'arrivée de l'eau aux différents émissaires. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport/test du 16 novembre 2022. Ce dernier précise que l'eau est présente en moins d'une minute.
<b>Observations :</b> <b><u>Observation n°2 :</u></b> Il est proposé à l'exploitant que les objectifs de temps soient inscrits au sein de la fiche de test de la MMR afin que la conformité soit lisible immédiatement lors du test.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Afin d'atteindre les objectifs définis à l'article 43-1 du présent arrêté, l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie qui lui sont propres et qui peuvent être complétés par des protocoles d'aide mutuelle, des conventions de droit privé ou des moyens des services d'incendie et de secours. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. »</p>
<p><b>Constats :</b> Constats des inspections précédentes (2/10/2017 et 4/12/2019) :</p> <p>Une observation avait été rédigée afin que l'exploitant transmette la convention mise à jour avec les partenaires de la plateforme. Par , il doit préciser les moyens dont il dispose en propre et les moyens dont il dispose par le biais de cette convention. L'emplacement de ces moyens doit être positionné sur un plan de la plateforme avec une distinction des moyens dont il dispose en propre et des moyens dont il dispose par le biais de la convention.</p> <p>Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant informe l'inspection des installations classée que la charte de la plateforme est en cours de révision et qu'elle lui sera transmise dans les meilleurs délais.</p> <p>Le jour de l'inspection la charte de la plateforme a été transmise à l'inspection des installations classées. Cette dernière a été révisée le 1 octobre 2020.</p> <p>La charte précise que 21 m<sup>3</sup> d'émulseur sont mis en commun sur la plate forme de Villers Saint Paul entre les sociétés ARKEMA, DOW et CHEMOURS.</p> <p>Le jour de l'inspection, la présence des stocks d'émulseur mobile a pu être constatée.</p> <p>Il est à noter que la société ARKEMA est autonome concernant la quantité d'émulseur nécessaire au regard des informations disponibles à ce jour sur le scénario majorant.</p> <p>En effet, le scénario majorant, à ce jour, décrit au sein du dossier de stratégie de défense incendie du site est le scénario de feux de cuvette. Ce dernier se déroule dans la zone 159 de l'établissement et nécessite 1811 litres d'émulseur. La société ARKEMA dispose en propre de 4 réserves fixes d'émulseurs en plus du stock d'émulseur mobile mis en commun sur la plate forme de Villers Saint Paul.</p> <p>Ces 4 réserves fixes d'émulseur sont constituées de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 000 litres Fluoroprotéinique FFFP (Protéinique Formant un Film Flottant) – AR 3 % ;</li> <li>- 3 000 litres FFFP – AR 3 % ;</li> <li>- 3 000 litres FFFP – AR 3 % ;</li> <li>- 1 700 litres Fluoropolydol 3 %.</li> </ul> <p>La zone 159 concernée par le scénario majorant de feux de cuvette est connectée à la réserve fixe de 15 000 litres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 6 : PC n°6 : Stratégie de défense Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. »
<b>Constats :</b> Constats des inspections précédentes (2/10/2017 et 4/12/2019) :  Une observation avait été rédigée afin que l'exploitant formalise l'ensemble des éléments indispensables au suivi des compétences nécessaires, telle que la définition pour chaque type de poste des formations, des exercices et de leurs fréquences de réalisation.  Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classée le descriptif de la formation incluant, le public ciblé, l'objectif de la formation, la méthode pédagogique et le support de formation. Cette démarche est formalisée par une note de cadrage pour les exercices et les formations liés à la gestion de crise et à la préparation des situations d'urgence. Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que cette note cadrage était revue tous les ans et qu'elle concernait l'ensemble du personnel. L'exploitant réalise un suivi de réalisation des formations et des exercices projetés au sein de cette note de cadrage. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le taux de réalisation des exercices était de 80 %.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 7 : PC n°7 : Stratégie de défense Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté. »
<b>Constats :</b> Constats des inspections précédentes (2/10/2017 et 4/12/2019) :  Une observation avait été rédigée afin que l'exploitant mette à jour le calcul des moyens pour le cas de l'incendie du réservoir ST2582 (acide acrylique). Une deuxième observation avait été rédigée afin que l'exploitant transmette la validation des calculs du SDIS concernant les débits des solutions moussantes pour les feux de réservoirs.

Une troisième observation avait été relevée afin que l'exploitant transmette les éléments qui attestent que les caractéristiques de tous les équipements dont il dispose permettent de respecter les taux d'application calculés.

Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classée la note de calcul des moyens nécessaires pour le cas de l'incendie du réservoir ST2582 (acide acrylique).

Le taux d'application retenu pour cette mise à jour est de 8l/min/m<sup>2</sup>.

Ainsi pour ce scénario, l'exploitant a besoin d'un volume de 1800 l d'émulseur. L'exploitant précise qu'il garantit un stock de 7000 l.

**Observation n°3 :**

Il est à noter que le résultat du calcul de l'annexe 7 est à mettre à jour car il ne correspond pas à la formule (550 l au lieu de 900 l et ainsi la quantité d'émulseur mis à disposition pour le SDIS passe de 1450 l à 1800 l).

Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classée le courrier du SDIS du 16 décembre 2016. Ce courrier valide les calculs des débits des solutions moussantes pour les feux de réservoirs. Ces calculs utilisent comme taux d'application la valeur de 4l/min/m<sup>2</sup>.

Par courrier du 30 avril 2020, l'exploitant a informé l'inspection des installations classée qu'il possédait les données pour justifier le taux d'application pour dimensionner les moyens d'extinction des installations 159A et 144 B. Toutefois, l'exploitant ne possède pas les informations sur les installations 158 B et C.

L'exploitant s'est engagé à réaliser un essai afin de déterminer les consommations de ces deux dernières installations.

Le jour de l'inspection, il a été constaté les travaux sur le bâtiment 158 concernant la mise en place d'un nouveau système incendie. Le système fera l'objet d'un test à sa réception et mise en service en juillet 2023

**Observations :**

**Observation n°3 :**

Il est à noter que le résultat du calcul de l'annexe 7 est à mettre à jour car il ne correspond pas à la formule (550 l au lieu de 900 l et ainsi la quantité d'émulseur mis à disposition pour le SDIS passe de 1450 l à 1800 l).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet